

# Pourquoi les casseurs, pourtant parfaitement identifiés, ne sont-ils pas arrêtés ?

écrit par Manuel Gomez | 10 mars 2024



*Crédit : Lengadoc Info*

Montpellier. Un des leaders des casseurs de la manifestation du 14 avril identifié



Crédit : Lengadoc Info

## Montpellier. Un des leaders des casseurs de la manifestation du 14 avril identifié

Source de l'illustration : <https://www.lengadoc-info.com/6672/politique/montpellier-leaders-casseurs-manifestation-14-avril-identifie/>

Ils sont plusieurs centaines à affronter les forces de l'ordre lors de différentes manifestations. Ils saccagent, ils détruisent, ils blessent et, un jour, ils tueront.

**Ils sont identifiés, connus par les services de police, interpellés et relâchés immédiatement « faute d'identification formelle ». Cherchez l'erreur !**

Un exemple : lors de récentes émeutes, un Samedi 14 avril, à Montpellier : entre 1000 et 2000 individus sont rassemblés par l'extrême gauche, dont 200 casseurs, les visages dissimulés, cherchant directement l'affrontement avec les forces de l'ordre, pourtant déployés en grand nombre.

Le boulevard Henri IV est totalement saccagé, vitrines de magasins brisées, distributeurs de billets détruits, poubelles brûlées, murs tagués. Les casseurs cagoulés

s'acharnent sur les vitrines de la Banque Populaire, 27 rue du Jeu de Paume (photo). Le quartier historique de l'Ecusson est ravagé.

400.000 euros de dégâts uniquement pour le domaine public, confirmé par Christian Fina, directeur général des services ville et métropole, plainte déposée pour détériorations des façades des bâtiments publics et historiques, et près d'un million concernant le domaine privé.

Le maire de Montpellier, Philippe Saurel, avait pris la décision de ne pas effacer les tags afin de permettre aux montpelliérains de constater l'action destructrice de la racaille.

51 « casseurs » d'extrême gauche avaient été interpellés puis relâchés, alors que l'un des leaders était parfaitement identifié, il s'agissait de José-Luis Torrès, secrétaire départemental du syndicat « Solidaires 34 ». Ses liens sont très étroits avec les membres d'organisations d'extrême gauche, présentes sur les lieux, ainsi qu'avec le député de La France Insoumise, Muriel Ressiguier.

Le meneur du groupe de ces « casseurs » était également parfaitement connu des services de police. Membre de l'extrême gauche montpelliéraine très violente, il faisait partie des 51 personnes interpellées au cours de l'après-midi. Il a donc été également relâché...faute d'identification formelle. (Une dizaine de photos, dans les archives photographiques de « Lengadoc Info » sont disponibles où il est pourtant clairement identifié.)

Il faisait partie du commando qui avait attaqué une réunion de « Génération Identitaire », le 21 janvier 2017, également à Montpellier. Identifié également comme « donneur d'ordres » lors du saccage de la ville au cours du Carnaval des Gueux. Plaintes avaient été déposées pour « menaces de mort » alors que deux membres de la rédaction de « Lengadoc

Info » étaient brutalement expulsés, lors du déroulement d'une réunion publique, salle Nogaret, le 9 janvier 2018.

C'est également ce « terroriste » qui menait une manifestation contre l'hommage rendu au colonel Arnaud Beltrame. Manifestation bizarrement dirigée par Sophie Mazas, présidente de la Ligue des Droits de l'Homme de l'Hérault !

Toutes les photos étaient cependant à la disposition de la justice.

Et cet exemple, concernant Montpellier, est identique à toutes les émeutes, y compris celles de Juin 2023. Pourquoi ces « meneurs », pourtant parfaitement identifiés, ne sont pas arrêtés ? Où relâchés dès qu'ils le sont ? La question se pose?

**Manuel Gomez**